



DECLARATION FSU88 au CTSD du 13 mars 2015

Ce CTSD s'inscrit dans le cadre de la préparation de rentrée 2015 dans les collèges. Depuis l'annonce de la priorité gouvernementale à l'Education Nationale en 2012, la Lorraine est non seulement exclue des créations de postes annoncées sur le plan national mais elle subit une fois encore une suppression massive de postes et tout particulièrement dans les Vosges. Ces retraits donnent un mauvais signal aux citoyens de notre département qui souffrent gravement de la crise et du chômage de masse. Donner à notre population le sentiment que le service d'éducation à qui ils confient leurs enfants se dégrade, risque d'aggraver encore davantage les difficultés d'une population déjà fragilisée qui hésitera encore moins à quitter notre département. Cette exclusion est d'autant plus inacceptable que les conditions de travail des personnels sur le terrain et le contexte socio-économique se sont dégradés.

Bien que dans ces fermetures de postes, on compte 21 emplois vacants, 16 sont non vacants. Ces fermetures sont traumatisantes pour les collègues qui ont à y faire face :

Ils ne peuvent être assurés, en dépit d'un discours qui se veut rassurant, de retrouver un poste à proximité de celui qu'ils ont perdu, surtout en ces temps de disette. Exemple : les secteurs de Remiremont, Saint-Dié, Le Thillot avec les fermetures de postes en histoire géographique. Encore une fois, on ne peut que déplorer l'explosion des compléments de services qui serviront de variable d'ajustement. Ces compléments de service ne ménageront ni la vie familiale ni la santé des collègues et encore moins les conditions de travail. Compléments de service sur plusieurs établissements parfois éloignés : Châtel-Vagney. Compléments de service sur trois établissements obligeant les collègues à se déplacer plusieurs fois pour assurer de petites quotités : le Val d'Ajol / Rupt sur Moselle et Cornimont. Difficile pour ces personnels de s'intégrer dans une équipe pédagogique, de participer à un projet ... et comment assurer les missions avec la multiplication des réunions dans les établissements selon les réformes annoncées en collège par la Ministre ? Est-ce là toute l'attention du Ministère portée à ses personnels ... ? **Après avoir taillé dans la chair, on est arrivé maintenant à l'os**, on supprime pour supprimer : Bains les Bains en EPS par exemple alors que les heures existent toujours et sont requalifiées en BMP ! Et tant pis pour le collègue ! Ces mesures de cartes scolaires sont la réponse à une injonction qui ne part pas des besoins réels !

Difficile donc de constituer des emplois du temps viables et éviter que les personnels soient malmenés ! Va-t-on trouver du personnel formé pour effectuer de petites quotités de service ? Qui va accepter de se déplacer dans des collèges ruraux isolés deux à trois fois par semaine pour moins de 6h de cours ? Va-t-on faire appel à Pôle Emploi pour employer du personnel non formé ? Car nos carrières n'attirent plus les étudiants avec un pouvoir d'achat à bout de souffle, le gel du point d'indice, des salaires qui diminuent du fait de la hausse des cotisations de retraite. Le déclassement salarial des personnels alimente une inquiétante crise du recrutement et le Ministère semble ne pas en avoir pris la pleine mesure !

C'est pourquoi, la FSU continuera à lutter, avec les personnels, pour de meilleures conditions de rentrée, pour une refondation de l'Éducation Prioritaire qui réponde aux besoins sociaux, la revalorisation des métiers de l'éducation et une formation initiale et continue des personnels à hauteur des enjeux.

La FSU renouvelle sa demande de revenir sur la réforme des lycées et d'ouvrir des discussions sur l'amélioration du dispositif de formation des enseignants. Elle met en garde le ministère contre toute tentative de déstructuration du collège et de remise en cause des équilibres de la loi de refondation. La FSU demande une véritable politique ambitieuse pour l'École qui repose sur les besoins réels.